



**Photos, de gauche à droite et de haut en bas: Jaobarison Randrianarivony; le logo de Media Consulting; la présentation du Salon des Mines par Yves Ramarijaona à l'hôtel Colbert; le Président Hery Rajaonarimampianina, lors de l'inauguration au CCI Ivato**

Si Folo Jaona, de La Gazette de la Grande île, n'avait pas déjà rédigé l'article, je l'aurais fait dans mon style propre. Mais le but serait resté le même : dénonce la corruption et le non-état de droit pratiqué par le régime Rajaonarimampianina, à seulement six mois d'exercice du pouvoir. Aussi, je reprends, ici, l'intégralité de l'article de Folo Jaona, paru dans La Gazette de la Grande île de ce 23 juin 2014. Et même si c'est Yves Ramarijaona qui est l'actuel responsable Media Consulting, Jaobarison Randrianarivony n'en reste pas moins le fondateur-propriétaire. Qui récolte donc des sous des activités de sa société. Et comme La Gazette de la Grande île: je m'insurge.

**Jeannot Ramambazafy - 23 juin 2014**

---

Le 4è pouvoir: contre la corruption

**Lundi, 23 Juin 2014**

La semaine dernière, pendant que se tenait le Salon des Mines, des Hydrocarbures et des Equipement à Ivato, avait lieu, en même temps, à Anosy le colloque sur la « **redevabilité du juge pour un contrôle de la vie publique crédible et effectif**

»

A priori, rien n'aurait pu lier ces deux évènements. Pourtant, la relation existe. Le Salon des Mines, des Hydrocarbures et des Equipements a été organisé par Media Consulting qui appartient à Jaobarison Randrianarivony. Ce dernier, qui était l'ancien directeur de Hery Rajaonarimampianina durant la propagande présidentielle, est aujourd'hui son conseiller spécial. Même si Jaobarison Randrianarivony reste un chef d'entreprise, le décret l'ayant nommé conseiller spécial lui confère le statut d'agent public.

Pour les zéloteurs du régime, notre présente dénonciation s'apparente à une polémique gratuite empreinte de jalousie. Il s'agit là d'un réflexe de défense de bas étage sans valeur juridique. Au contraire, notre argumentation s'appuie sur une solide base légale. En effet, l'organisation du Salon des Mines, des Hydrocarbures et des Equipements par Jaobarison Randrianarivony, via Media Consulting, relève du conflit d'intérêt, lequel est prévu et réprimé par **l'article 182 de la loi N° 2004-030 du 09 septembre 2004 sur la lutte contre la corruption**

dispose que

*« un conflit d'intérêt survient lorsque les intérêts privés d'un agent public ou de toute autorité publique coïncident avec l'intérêt public et sont susceptibles d'influencer l'exercice des devoirs officiels. Tout conflit d'intérêt doit être immédiatement déclaré auprès de l'autorité hiérarchique. Le non respect de cette obligation sera passible d'un emprisonnement de 6 mois à deux ans et d'une amende de 500.000 FMG ou 1 Hetsy Ariary à 50 millions de FMG ou 10 Tapitrisa Ariary, ou de l'une de ces deux peines seulement ».*

C'est ici précisément qu'intervient le lien entre le Salon d'Ivato et le colloque sur la «redevabilité du juge pour un contrôle de la vie publique crédible et effectif

». En effet, lors de cette conférence judiciaire, organisée conjointement par des magistrats et universitaires courageux de Madagascar et de la Réunion, il a été question de la corruption des juges en particulier et des rapports entre corrompus et corrupteurs en général. Le conflit d'intérêt, commis par Jaobarison Randrianarivony, constitue incontestablement un acte de corruption.

Personne ne s'indigne car le bougre est un conseiller spécial de Hery Rajaonarimampianina. Son influence le rendrait intouchable.

L'opinion publique se résigne, les bailleurs de fonds acquiescent et les députés approuvent. Ces derniers ne peuvent guère crier au scandale lorsqu'on sait ce qui se passe à l'Assemblée Nationale. Cette omerta autour de la corruption montre que rien ne change, tant au niveau de la Présidence de la République que de la part de nos concitoyens qui n'osent pas dénoncer une situation contraire à la loi et à l'éthique. Lorsque les détenteurs du pouvoir se livrent en toute impunité à des actes de corruption, cela confirme l'absence d'Etat de droit. On ne répètera jamais assez que l'impunité dévalorise la loi et donc la République.

Si notre journal s'insurge contre ce conflit d'intérêt de Media Consulting, c'est parce qu'il symbolise une corruption indécorable qui porte atteinte à l'intérêt général, constitue un obstacle sérieux au développement et hypothèque l'avenir des jeunes. Etant donné que l'exemple vient d'en haut, le régime actuel ne sera plus entendu s'il veut faire de la lutte contre la corruption son nouveau catéchisme. Désormais, toutes les déclarations officielles destinées à enrayer le fléau de la corruption seront plus risibles que crédibles et apparaîtront aussi légères qu'un bol de soupe.

Dans sa brillante intervention lors du colloque à Anosy, Monsieur Ferrière (Premier Président de la Cour d'Appel de Saint-Denis de la Réunion) a présenté avec justesse les médias comme étant le Quatrième Pouvoir et le seul contre-pouvoir capable de révéler les actes et faits de corruption. Par conséquent, la loi du silence peut être brisée. Ceux qui estiment que l'acte de corruption réalisé par le conseiller spécial du Chef de l'Etat est un péché véniel en sont les complices indulgents et inconscients. C'est grâce à eux que la corruption prospère, bien qu'elle soit condamnée par la Bible, depuis la Genèse jusqu'à l'Apocalypse. Tuée à Anosy et ressuscitée à Ivato, la corruption paraît aussi immortelle que le Diable.